

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous soumettre, au nom de l'équipe-pays des Nations Unies en Union des Comores, le rapport relatif à la Coordination des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au titre de l'année 2006.

L'année 2006 a été incontestablement dominée par l'élection du président de l'Union des Comores. Les enjeux de cette élection dépassaient largement le cadre politique dans la mesure où les partenaires au développement du pays, incluant les institutions de Bretton Woods, considéraient ce scrutin comme un test pour la fiabilité et la solidité du nouveau dispositif institutionnel et de ses capacités à faire face aux impératifs de développement. Certains d'entre eux l'avaient implicitement ou explicitement indiqué lors de la Conférence de Maurice des bailleurs de fonds en faveur des Comores de décembre 2005. Les Comores, avec l'assistance multiforme de la communauté internationale dont le SNU ont organisé cette élection, dans le respect des délais et autres dispositions constitutionnelles à une alternance démocratique et pacifique. La réussite de cette élection a grandement contribué à ouvrir des perspectives nouvelles pour l'accès du pays aux mécanismes internationaux de financement du développement.

Le revers de la médaille est que cette élection a mobilisé l'essentiel des énergies du gouvernement comorien et autres partenaires nationaux du développement qui n'ont pas été disponibles pendant pratiquement tout le premier semestre de l'année 2006 pour les autres activités de développement. Ainsi la mise en œuvre des activités programmées en 2006 a été ralenti, d'autant plus que l'alternance intervenue suite à cette élection a conduit à des changements au niveau des dirigeants politiques et administratifs du pays avec tout ce que cela suppose en termes de reprises de dossiers et d'adaptation. Les conflits de compétence entre les îles et l'Union ont persisté en 2006 perturbant quelque peu le bon fonctionnement des institutions du pays.

Par ailleurs, les problèmes budgétaires du pays, malgré quelques améliorations notables, ont persisté et n'ont pas permis d'assurer le paiement régulier des salaires des agents de l'état, entraînant des mouvements de grève dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, et maintenant également une certaine démotivation au sein des cadres de l'administration publique.

Summary on progress towards UNDAF outcomes

Une revue de l'UNDAF en cours, couvrant la période 2003-2007 a été entreprise en septembre 2006 au terme de trois années de mise en œuvre. Cette revue a analysé le contenu des programmes et a fait d'utiles recommandations pour calibrer le programme pour le reste de la période, améliorer les mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation de l'UNDAF et dégager les bonnes pratiques et les pièges à éviter pour l'élaboration du nouvel UNDAF (2008-2012).

Concernant l'UNDAF en cours des avancées significatives ont été enregistrées dans les domaines de la lutte contre le Vih/Sida, de la santé maternelle et dans le domaine du renforcement des capacités techniques nationales chargées de la coordination et du suivi des programmes: p.ex. (i) la validation du plan national d'action pour l'accélération des efforts de prévention du VIH lors d'un atelier national en novembre, (ii) l'adoption d'une feuille de route pour l'élaboration du plan de mise en œuvre d'un programme conjoint « santé maternelle » ou (iii) l'intégration des bases de données sectorielles (nationales et régionales) dans DevInfo.

Summary on progress in UN Reform

Pour pouvoir tenir compte des priorités du pays, telles qu'elles sont définies dans le DSCR-P-1 et dans les autres documents stratégiques nationaux de promotion et de planification des OMD, l'équipe-pays Comores a retenu son nouveau UNDAF 2008-2012 comme cadre stratégique visant à mieux répondre aux priorités nationales et à accroître son impact. Dans cette logique le Système des Nations Unies aux Comores a défini de concert avec ses partenaires nationaux l'UNDAF (2008-2012) dont le but est de contribuer de façon synergique et harmonisée à lutter contre la pauvreté, en visant particulièrement les groupes vulnérables, à travers la promotion des droits humains, de l'équité de genre et du développement durable, en axant l'effort sur l'amélioration : 1) de l'emploi, des revenus et de la sécurité alimentaire ; 2) de la gouvernance ; 3) des services sociaux de base ; 4) des écosystèmes et des écoservices.

Le Système des Nations Unies a appuyé le pays dans le suivi de la Conférence de Maurice des bailleurs de fonds (2005), notamment à travers la définition et la mise en place du dispositif de suivi, la conception du mécanisme de suivi et l'organisation de différents ateliers de restitution et de suivi des résultats de la Conférence de Maurice qui ont été organisés au niveau de l'Union et au niveau des îles.

Le Système des Nations Unies (SNU) et le Gouvernement comorien ont lancé le processus d'élaboration du nouvel UNDAF 2008-2012 au cours d'un atelier le 23 mai 2006. Il a été décidé de ne pas élaborer de Bilan Commun de Pays (CCA) dans la mesure où le pays dispose d'un DSRP (Document stratégique de réduction de la pauvreté) intérimaire actualisé en 2005 avec son Plan d'Action qui détermine clairement les priorités du pays en matière de développement. En vue de sélectionner les domaines de coopération pour l'UNDAF et les axes d'intervention, l'équipe-pays du SNU a adopté la démarche suivante :

(i) Un « desk review » du DSRP pour identifier les priorités nationales sur lesquelles le SNU pourrait se positionner a été organisé. (ii) Des études thématiques complémentaires (mortalité infantile et mortalité maternelle, accès à l'eau potable et fonctionnement des systèmes de santé de district) ont été menées pour mieux cibler les leviers dans domaines prioritaires. (iii) Un comité de pilotage, composé de Haut Représentant de la partie nationale et des Chefs d'agence des agences résidentes, et un groupe de travail interne du SNU sur les OMD/UNDAF, élargi ultérieurement aux partenaires nationaux (Gouvernement, société civile, université...) ont été mis en place et rendus opérationnel pour assurer le suivi 'politique' et 'technique' du processus.

L'atelier de planification stratégique s'est tenu du 31.10 au 02.11 et a vu la participation d'une soixantaine de représentants du gouvernement national, des 3 îles (Mwali, Ndzouani et Ngazidja), de la société civile, de partenaires au développement et de 11 entités onusiennes résidentes et non-résidentes (BIT, FENU, FIDA, OHCHR, OMS, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNICEF et UNIFEM). Lors de cet atelier un accord sur les domaines de coopération (croissance économique et lutte contre la pauvreté ; gouvernance ; services sociaux de base et environnement et développement durable) a été trouvé et les quatre effets UNDAF suivants ont été retenus :

(i) « D'ici 2012 les revenus, les emplois et la sécurité alimentaire des couches pauvres et vulnérables de la population sont améliorés » ; (ii) « D'ici 2012, les capacités institutionnelles et individuelles de gouvernance politique et économique sont renforcées au niveau national et insulaire sur la base de la primauté du droit, de l'équité du genre et de l'obligation de rendre compte » ; (iii) « D'ici 2012, l'accès, la qualité et l'utilisation des services sociaux de base sont améliorés » ; (iv) « D'ici à 2012, l'intégrité des écosystèmes est préservée et les éco services qu'ils procurent sont valorisés au bénéfice de la population, notamment des communautés qui dépendent des ressources naturelles pour leur survie »

Quatre thèmes transversaux ont également été pris en compte dans l'élaboration du draft du nouveau UNDAF (2008-2012) : droits humains, équité de genre, réduction des risques de catastrophes et renforcement des capacités. L'UNDAF (2008-2012) sera finalisé pendant le premier semestre 2007 et un atelier national de validation est prévu pour adopter ce document stratégique

Concernant l'appui apporté au gouvernement national dans la préparation, la mise en oeuvre, et/ou la revue des stratégies nationales de développement fondées sur les OMD, l'évaluation du degré d'établissement des liens entre le DSRP-I et les OMD et l'assurance d'une meilleure prise en compte des indicateurs des OMD dans le DSRP final a été entamée, malgré le report de la finalisation du DSRP en 2007. Un atelier sur la programmation basée sur les OMD s'est tenu fin décembre à Moroni et à vous la participation de nombreux cadres de l'administration. Il a permis en particulier de former les cadres nationaux aux techniques et méthodes d'évaluation des coûts des besoins pour la réalisation des OMD.

Les membres de l'équipe-pays, avec à leur tête le Coordonnateur Résident ont profité de différents fora pour sensibiliser les partenaires nationaux et la communauté des bailleurs de fonds active en Union des Comores à la déclaration du Millénaire et aux OMD. Ces échanges ont été très appréciés par les autorités nationales et celles des îles, notamment vu le changement de gouvernement et la nomination de nouveaux hauts fonctionnaires dans l'administration centrale.

Différents appuis ont été donnés collectivement par les agences pour soutenir les efforts des partenaires nationaux en matière de renforcement des capacités et d'efficacité de l'aide (formation sur la programmation du développement basée sur les OMD, formation des cadres nationaux sur Dev-Info, appui au suivi de la Conférence des bailleurs de fonds,...).

Un certain nombre d'autres points saillants de la coordination méritent d'être abordé brièvement à ce stade: Un document de programme conjoint d'appui à la lutte contre le VIH et le SIDA a été signé par les parties prenantes début octobre 2006 ; plusieurs activités ont déjà été réalisées notamment l'opérationnalisation des sites PTME et la validation des modules pédagogique sur le VIH/SIDA. L'élaboration de ce document et sa mise en oeuvre a été facilité par le recrutement d'un PF ONUSDIDA, financé en cost-sharing par le PNUD et par ONUSDIA.

Un draft de document de programme conjoint Genre/DH a été élaboré et sert de base pour la mise en oeuvre d'un programme conjoint pour 2007, néanmoins dans la logique d'un programme conjoint Genre et DH des activités communes ont été entreprise pour assurer la vulgarisation du Code de la famille: formations des formateurs, d'associations féminine villageoises, des magistrats et des religieux organisées et la traduction et multiplication du code.

Une feuille de route est disponible pour l'élaboration du plan de mise en oeuvre (prévue début 2007) d'un programme conjoint « Santé maternelle ». Des études préalables sont en cours (étude sur la prévalence de la Mortalité Maternelle en milieu hospitalier, ...) et un rapport d'évaluation des besoins en matière de prise en charge des urgences obstétricales est désormais disponible.

Deux membres de l'équipe-pays (UNICEF/PNUD) ont participé à une formation sur le « HACT » les 1-2 novembre à Dakar. Une première restitution au niveau de la réunion des Chefs d'agence a eu lieu début décembre, tandis qu'une restitution et la présentation de la feuille de route pour la mise en oeuvre du HACT aux Comores sont programmées pour janvier 2007.

L'équipe-pays des Nations Unies a activement appuyé les autorités nationales dans l'élaboration du plan grippe aviaire. Le document « Préparation et riposte à une éventuelle pandémie de grippe humaine d'origine aviaire ; Plan de Mise en Œuvre 2006-2008 » pour les Comores a été élaboré, multiplié et largement distribué.

Une évaluation des services communs en place et l'identification de nouveaux services communs, qui avait été prévue avec des personnes ressources de DGO en 2006, a dû être repoussée en 2007. Un certain nombre de services communs, notamment en relation avec la sécurité des bureaux ont été prises. Des études sur la mise en place d'une base de donnée

commune pour les consultants et d'un serveur informatique commun ont été faites et la création d'un site internet pour l'équipe-pays des Nations Unies aux Comores est en phase de finalisation.

Key aspects of the proposed 2007 workplan

En guise de conclusion, Monsieur le Secrétaire Général, je souhaiterais vous donner un bref aperçu des principaux sujets de débats au niveau du pays et des défis et objectifs à relever pour l'équipe-pays des Nations Unies pour l'année 2007. Au niveau politique l'Union des Comores sera encore dans une année électorale importante, avec les élections des Présidents des trois îles autonomes: Anjouan, Grande Comore et Mohéli. Après l'élection du Président de l'Union en 2006, Ceci constituera une étape importante dans le processus de réconciliation. Les Nations Unies se tiendront aux côtés des autorités nationales pour les accompagner dans ce processus important.

Dans ce contexte et en droite ligne avec les acquis et initiatives de 2006, et dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, les priorités pour l'appui du système des Nations Unies en 2007 sont :

- la finalisation de son cadre de programmation UNDAF pour la période 2008-2012 et le renforcement des programmes conjoints déjà mis en oeuvre ou au stade de finalisation « Vih/Sida », « genre et DH » et « santé maternelle » - continuer à assurer un appui au pays pour le suivi des grandes conférences internationales et des engagements pris - appuyer le processus de finalisation du DSRP basé sur les OMD. - assurer un suivi de la conférence des partenaires (Maurice 2005) et appuyer la coordination des différentes contributions financières annoncées - l'élaboration d'une initiative conjointe pour appuyer l'opérationnalisation du plan national d'urgence, par le renforcement des capacités de prévision et de gestion de l'impact des catastrophes naturelles et humaines - l'évaluation des services communs et l'identification de nouveaux services, dans la ligne directe de la réforme, permettant d'assurer un service plus coordonnés et plus 'cost-effective' - la mise en œuvre d'une stratégie et d'instruments de communications inter-agences basés sur les OMD

En espérant que ces éléments vous agréent, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de ma très haute considération.

Recommendations

Le défi principal de l'équipe-pays en Union des Comores est de pouvoir répondre à toutes les attentes et sollicitations émanant à la fois des partenaires nationaux et de nos différents sièges. Des ressources très restreintes (ressources humaines et financières) et l'inclusion dans l'équipe-pays de nombreuses agences non-résidentes à Moroni posent un certain nombre de défis pour assurer une coordination et un service optimal.

Les responsabilités et tâches incombant au Coordonnateur Résident deviennent de plus en plus nombreuses, mais ne sont malheureusement pas accompagnées de moyens nécessaires pour permettre de pouvoir répondre d'une manière satisfaisante. Le renforcement du bureau du coordonnateur pour des petites équipes-pays est d'une importance cruciale; étant donné que le CR ne pouvant pas toujours faire appel aux ressources des autres agences, qui sont également en sous-effectif.